

[Cliquez ici pour visualiser l'infolettre dans votre navigateur](#)



30 mai 2020 • Volume 4 | Numéro 20

Négociations du secteur public Un monologue gouvernemental

Devant le geste discutable du président du Conseil du trésor, Christian Dubé, d'amener la négociation sur la place publique en diffusant un copier-coller de son offre gouvernementale du 27 avril 2020, qui est, à quelques détails près, un copier-coller de l'offre du 12 décembre dernier, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) constate que les négociations prennent les allures d'un monologue gouvernemental.

« Plutôt que de s'asseoir pour écouter les solutions proposées par les syndicats qui représentent les travailleuses et les travailleurs, le gouvernement s'entête à imposer sa vision de l'organisation du travail, dénonce la présidente de la CSQ, Sonia Ethier. Il est plus que jamais urgent pour le gouvernement d'écouter les solutions que nous proposons afin d'améliorer les conditions de travail du personnel de l'éducation, de l'enseignement supérieur ainsi que de la santé et des services sociaux. »

Face à cette situation, les membres de la CSQ ont profité de la tenue de leur conseil général des négociations (CGN) le 27 mai dernier pour adopter une résolution dénonçant publiquement la proposition du gouvernement. Les membres ont également réaffirmé l'importance d'investir rapidement dans les réseaux scolaire et collégial ainsi qu'en santé et services sociaux.

Une contre-proposition demeurée sans réponse

Rappelons que, en réponse à l'offre décevante du Conseil du trésor, nous avons soumis, le 6 mai dernier, une contre-proposition qui respectait le cadre de négociation exigé par le gouvernement : convention de trois ans, prise en compte du nouveau contexte de crise et nécessité de répondre à l'urgence d'une valorisation des emplois dans la santé et l'éducation. (Consultez les détails de la contre-proposition dans [l'Info-Négo du 8 mai 2020](#).)

« Trois semaines plus tard, le gouvernement n'a toujours pas réagi à cette contre-proposition. C'est indigne d'un gouvernement qui prétend vouloir négocier sérieusement. Force est de constater qu'entre le royaume des licornes dépeint par le président du Conseil du trésor et ce qui se passe aux tables de négociation, il y a deux mondes », commente Sonia Ethier.

La présidente de la CSQ précise que ce n'est pas parce que le gouvernement répète son offre inacceptable trois fois de suite que cela la rendra meilleure. « Pour un gouvernement qui souhaitait un rythme de négociation "rapide et soutenu", c'est paradoxal. Notre contre-proposition est toujours sur la table, et nous sommes en mode solution... devant un mur! Encore une fois, ce gouvernement est déconnecté de la réalité du terrain », dit Sonia Ethier. Elle précise que, bien que seulement quelques dixièmes de points de pourcentage séparent l'offre du Conseil du trésor des demandes salariales globales de la Centrale, c'est l'absence généralisée d'investissements dans l'amélioration des conditions de travail qui démontre que le gouvernement est totalement déconnecté des problèmes présents sur le terrain bien avant la crise et encore maintenant.

« Après des années de compressions, le gouvernement de la CAQ fait face à un dilemme : rejouer le film trop usé de l'austérité et aggraver la pénurie de main-d'œuvre dans les réseaux ou investir dans les conditions de travail pour valoriser ses employés et améliorer les services à la population. C'est maintenant ou jamais! », mentionne Sonia Ethier.

Préparer l'après-crise dès maintenant

La pandémie nous démontre l'importance cruciale des services publics. Pour préparer l'après-crise, nous rappelons que des investissements massifs dans la petite enfance, l'éducation, et la santé et les services sociaux doivent être au cœur d'une stratégie de relance économique et sociale.

La réserve de stabilisation de plus de 12 milliards de dollars, qui servira à éponger un éventuel déficit, a été dégagée au prix des sacrifices imposés dans les services publics. En ce sens, répondre aux besoins de ses employés en réinvestissant massivement dans la santé, l'éducation et l'enseignement supérieur permettrait au gouvernement de faire d'une pierre trois coups : stimuler l'économie, valoriser des emplois majoritairement féminins et améliorer les services aux familles québécoises.

« Les coupes, la négligence et l'absence d'investissements dans le personnel des écoles, des cégeps, des hôpitaux et des CHSLD depuis des années ont fait des ravages dans les services à la population. La maison brûle. Si la situation était difficile avant la crise, elle est maintenant devenue intenable. La pénurie de main-d'œuvre et les problèmes d'attraction se sont même accentués à une vitesse fulgurante depuis quelques semaines. Nous invitons le gouvernement à envoyer un signal clair : veut-il améliorer les conditions de travail du personnel de la santé, de l'éducation et de l'enseignement supérieur? Dans le cas contraire, nous ne pourrions pas nous inscrire dans une entente au rabais et ainsi cautionner le fait que les conditions de travail toxiques de nos membres vont perdurer pour les trois prochaines années », conclut Sonia Ethier.

Les négociations se poursuivent

Forte de son mandat réaffirmé par le CGN, l'équipe de négociation de la Centrale a rencontré le Conseil du trésor le 27 mai dernier et a poursuivi les discussions sur les matières intersectorielles. Les différentes équipes de négociations sectorielles sont également au rendez-vous pour défendre devant les comités patronaux les revendications syndicales. Maintenant, que les négociations se déroulent!

POUR NE RIEN MANQUER DE LA NÉGO...

Suivez l'évolution de la négociation des secteurs public et parapublic en visitant le [site de la CSQ](#) et en vous abonnant à l'[infolettre](#).

